

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Colombie-un-veritable-genocide-politique>

Colombie : un véritable génocide politique ?

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 26 janvier 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La commission Développement du Parlement européen a reçu l'ambassadeur de Colombie auprès de la Belgique ainsi que plusieurs syndicalistes colombiens, pour revenir sur la situation des Droits de l'Homme en Colombie.

Les tentatives de la Colombie de cacher ses morts et de se présenter comme l'un des grands défenseurs des Droits de l'Homme est vaine devant les multiples témoignages poignants apportés par les syndicalistes colombiens. En 2009, 37 syndicalistes furent assassinés, 19 enseignants furent tués, et le nombre des victimes "collatérales" ne sera jamais réellement décompté. Les syndicalistes colombiens représentent jusque 70% du total des syndicalistes assassinés dans le monde.

Les Verts du Parlement Européen dénoncent la collaboration de l'UE avec un pays ne respectant ni les Droits de l'Homme, ni les conventions en matière sociale et environnementale qu'il a pourtant signés avec l'UE en vue d'obtenir le statut SPG+. (*)

Les eurodéputés Verts demandent à la Commission européenne de cesser les négociations en vue d'un accord de libre-échange tant que la question des Droits de l'Homme n'est pas clairement prise en compte. Ils sollicitent également le lancement d'une véritable enquête sur les violations des droits et libertés en Colombie, comme cela a été fait avec le Sri Lanka dont le statut SPG+ a par la suite été suspendu.

Aux Etats-Unis, ami le plus proche de la Colombie, les démocrates bloquent depuis 2006 les accords de libre-échange. Au Canada et en Norvège, les négociations sont également gelées.

Pour Catherine Grèze, députée Verte européenne : "La Présidence espagnole souhaite bien évidemment conclure des accords qu'elle présentera comme de véritables victoires lors du sommet UE-Amérique Latine des 17 et 18 mai prochains. Mais si l'on parle de "saut qualitatif", comme indiqué dans le programme de la Présidence, ne parle-t-on pas de bien-être de la population ? de respect des travailleurs ? du droit d'expression ? J'ai honte pour l'Union Européenne, qui se targue d'être la championne de la défense des Droits de l'Homme, d'en faire moins que les Etats-Unis ".

'Europe Écologie - Bruxelles, le 26 janvier 2010

(*) SPG+ : Système de préférences généralisé